5e Année, N° 79 - 1er Mai 1929 Prix : 2 francs

La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Adm. : 54, r. du Château-d'Eau Paris-X°

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois....... 20 fr. Un an......... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois ...... 26 fr. Un an......... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration : Tous les jours, sauf le dimanche, de 9 heures à midi et de 14 heures à 19 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-X°.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928.

Les numéros d'une année : **40 francs.**

Reliés « Selflior » : **48 fr. 50 (franco 50 fr. 50).**

MON EXIL

par Léon Trotsky

Une contribution précieuse à la connaissance réelle de la Révolution russe

Des discussions violentes se sont produites autour de la série d'articles que Trotsky, peu après son arrivée à Constantinople, écrivit pour une agence américaine, la « Consolidated Press Association ». Fidèles à leur goût du sensationnel, les agences de presse américaines n'allaient pas négliger un évènement historique aussi important que le bannissement de Russie du plus grand animateur, avec Lénine, de la République des Soviets. La « Consolidated » obtint une série de six articles, avec le droit pour elle de recéder ces articles à son gré à des journaux de tous pays. C'est ainsi qu'en France, le Journal *publia, les* 26, 27 *et* 28 *février, trois de ces articles, trois seulement sur six, et non sans leur faire subir d'importantes coupures.*

Ce sont ces six articles que nous tenons à publier intégralement. On ne peut concevoir une discussion à leur sujet tant qu'ils demeurent ignorés. Il sera plus facile à ceux qui veulent les critiquer de parti pris de le faire abondamment. Mais il sera non moins facile à quiconque veut se faire une opinion par lui-même de constater que les critiques déjà faites sont dépourvues de fondement et constituent de vulgaires et méprisables calomnies.

Deux mois ont passé depuis que ces articles ont été écrits; ils gardent non seulement un intérêt d'actualité, ce qui serait peu, mais toute leur valeur de témoignage sur la crise qui secoue le parti communiste russe depuis 1923 *et sur les perspectives ouvertes devant la Révolution russe et devant la Révolution mondiale.*

Quand on aura lu les deux derniers articles particulièrement, on comprendra mieux que la presse bourgeoise ait reculé devant leur publication et qu'ils soient en somme inédits. C'est une preuve de plus du rachitisme intellectuel qui caractérise cette presse. Il y a vingt ou trente ans des journaux



Trotsky en 1906, après son évasion de Sibérie.

(Photographie extraite de « La Jeunesse de Trotsky », par Max Eastman, qui vient de paraître aux éditions de la N. R. F., dans la collection « Les Documents Bleus ».)

bourgeois n'auraient pas craint d'accueillir à titre d'information ou de document la pensée d'un grand révolutionnaire. Le Matin, *alors, demandait à Jules Guesde, demandait plus tard à Griffuelhes, à Pouget d'exposer leurs conceptions sur son mur. Aujourd'hui, l'impuissance à embrasser les larges horizons de l'avenir, la peur de la Révolution ont tout rabaissé; probablement un secret instinct de conservation bourgeoise leur commande de ne pas jouer avec le libéralisme, de ne pas se prêter à la diffusion d'idées dont ils craignent la force.*

Nous publions ici ces articles comme une contribution précieuse à la connaissance réelle de la Révolution russe. Non pas que nous soyons ce que l'on appelle des trotskystes. Nous sommes des amis et des admirateurs de Trotsky, non des disciples. Sur divers points importants, le rôle du parti, l'indépendance du syndicalisme, les dangers de l'étatisme, on sait, il sait, lui, mieux que personne, que nous ne partageons pas ses conceptions. Il sait que si nous avions lutté en Russie nous aurions pris place dans l'opposition ouvrière. Mais nous nous efforçons de comprendre la pensée des révolutionnaires des autres écoles. Il ne suffit pas qu'ils nous dépassent de cent coudées pour que nous les haïssions. C'est au contraire pour nous une raison, très bête sans doute, de les estimer davantage. C'est un devoir pour nous de montrer qu'aujourd'hui défendre la Révolution comporte deux tâches: la défendre contre ses ennemis bourgeois, la défendre aussi contre elle-même quand elle gaspille et détruit ces oppositions que Panaït Istrati a justement appelées la « réserve d'or » de la Révolution russe.

P. MONATTE.

« ... Trotsky ou l'opposition, c'est la réserve d'or de la Révolution russe. Sans cette réserve, vraiment, je ne sais pas comment il y aurait un progrès révolutionnaire en Russie et dans le monde. Ce serait déjà le piétinement, l'enlisement... »

Panaït ISTRATI.

« Les Nouvelles Littéraires » (23 février).

I. - " C'est la marche des événements... "

Inévitablement, la politique est suivie comme d'une ombre par un certain caractère sensationnel. Cette ombre a pris des proportions exagérées autour de mon exil. Pourtant, une politique qui poursuit de grands objectifs est hostile à ce caractère. Aussi le but de ces lignes n'est pas de faire sensation, mais de donner à l'opinion publique des informations objectives dans la mesure où, en général, l'objectivité est réalisable dans la lutte politique.

Afin de couper court à toute interprétation erronée disons dès les premières lignes ce que des lecteurs quelque peu informés connaissent déjà, à savoir :

Notre attitude envers la Révolution d'Octobre, la pouvoir des Soviets, la doctrine marxiste et le bolchévisme reste invariable. Nous ne mesurons pas un développement historique d'après les destinées personnelles.

Il est vrai que la voie que j'utilise aujourd'hui pour m'adresser à l'opinion publique est exceptionnelle si l'on se place au point de vue des méthodes que j'ai suivies au cours de toute ma vie politique. Mais c'est là une conséquence du caractère exceptionnel des conditions dans lesquelles je suis actuellement placé. Autour de ma destinée personnelle s'accumulent toute une masse de suppositions, d'inventions et de fantaisies, que j'aurais envisagées avec une parfaite tranquillité si elles ne risquaient de porter en même temps atteinte à l'œuvre que j'ai servie et que je sers encore. Je n'ai aucune raison d'entourer de mystère ma propre destinée pour autant que celle-ci se trouve liée d'une façon ou d'une autre à des questions d'ordre général. Au contraire, maintenant plus que jamais, je tiens à dire ouvertement ce qui est, non seulement aux amis, mais aussi aux ennemis. Ces lignes n'ont pas pour but de faire de la propagande, mais de renseigner. La première des conditions que j'ai posées à l'agence de presse est la liberté complète de mon exposé.*Les articles que je me propose d'écrire seront publiés tels qu'ils seront écrits, ou bien ils ne seront pas publiés du tout.*

« C'est par la force que je fus amené en Turquie »

Ces lignes sont écrites à Constantinople, où je fus amené d'Odessa par le paquebot soviétique « Iliitch », le 12 février. Contrairement aux affirmations de toute une série de journaux, ce n'est pas moi qui ai choisi ce nouveau lieu de résidence.

Mes amis les plus intimes d'Allemagne et de France eurent parfaitement raison de supposer que c'est par la force que je fus amené en Turquie.

Au représentant de la police turque qui monta sur le bateau à Biuk-Dere pour faire le contrôle des passagers (il n'y en avait pas d'autres que ma famille et les agents du Guépéou), je remis la déclaration suivante adressée à Kémal-pacha, président de la République turque.

Monsieur,

Arrivé aux portes de Constantinople, j'ai l'honneur de vous informer que je suis venu à la frontière turque sans avoir nullement choisi celle-ci et que je ne franchis cette frontière qu'en subissant la violence.

L. TROTSKY.

12 *février* 1929.

Exilé de l'U. R. S. S. malgré mes vives protestations, j'aurais évidemment préféré me rendre dans un pays dont la langue, la vie sociale et la culture m'auraient été familières. Mais les intérêts de l'exilé

coïncident rarement avec les intérêts de ceux qui l'exilent. Ainsi, en 1916, le gouvernement de la République française m'envoya par la force en Espagne, pays dont j'ignorais la langue. Le gouvernement libéral du comte Romanonès ne me donna pas le temps d'apprendre la langue de Cervantès; il s'empressa de me faire arrêter, sans la moindre raison, et il m'expulsa à son tour, m'envoyant de l'autre côté de l'Océan. Si en politique on admettait le plaisir de vengeance, je pourrais dire que je reçus peu de temps après, une satisfaction bien curieuse. M. Malvy qui, ministre de l'intérieur, m'avait expulsé de France, fut lui-même banni de ce pays par M. Clemenceau. Mais il y a mieux. M. Fauxpas-Bidet, un des chefs de la Sûreté générale, sur les rapports duquel fut prononcée mon expulsion de France, fut lui-même arrêté en 1918 en Russie où il accomplissait secrètement une mission qui n'était pas tout à fait amicale. Quand il fut amené devant moi, au Commissariat du Peuple à la Guerre, à ma question : « Comment cela est-il arrivé ? » M. Fauxpas-Bidet répondit par une formule quelque peu vague, mais superbe en son genre :

— « C'est la marche des événements. »

La nouvelle époque, inaugurée par la dernière guerre, est celle des grandes secousses et des tournants brusques de la politique. Nous avons été et nous serons encore longtemps témoins de bien des surprises, auxquelles nous pourrons adapter plus d'une fois la formule classique du policier philosophe : « C'est la marche des événements. » Je ne dissimulerai pas que je considère que mon bannissement de l'Union Soviétique n'est pas le dernier mot de l'histoire. Encore une fois, il ne s'agit pas de ma destinée personnelle. La voie de la revanche de l'histoire sera certes sinueuse. Mais j'ai appris à l'école de l'objectivisme historique à prendre les chemins qu'indique la marche de l'évolution.

Les déportations

Rétablissons d'abord les faits, dont la connaissance est indispensable pour comprendre ce qui s'est passé.

En janvier 1928, le XV[e] Congrès du Parti Communiste, qui était en réalité le Congrès des fonctionnaires de la fraction de Staline, a exclu l'Opposition du Parti et a sanctionné l'application contre celle-ci de la répression d'Etat.

Peu de temps après, plusieurs centaines, — et maintenant des milliers, — de militants de l'Opposition furent déportés dans divers points de Sibérie et d'Asie Centrale.

On compta au nombre des déportés : *Rakovsky*, ex-président du Conseil des Commissaires du Peuple d'Ukraine et ancien ambassadeur en France, qui a derrière lui quarante ans de lutte dans les rangs de la classe ouvrière, en France, en Bulgarie, en Roumanie et en Russie ; *Karl Radek*, un des plus éminents écrivains marxistes de l'Internationale ; *I.-N. Smirnov*, qui jusqu'à son exil était commissaire du Peuple et est l'un des plus anciens militants du Parti; *Smilga*, un des organisateurs de la Révolution d'Octobre et de l'armée rouge ; *Préobrajensky*, économiste d'une science profonde, expert financier lors des pourparlers avec la France ; *Mouralov* et *Mratchkovsky*, organisateurs de l'armée rouge et maréchaux de la guerre révolutionnaire ; *Bieloborodov*, commissaire du Peuple à l'intérieur jusqu'à sa déportation ; *Sosnovsky*, publiciste brillant du Parti; *Kasparova*, qui dirigea le travail du Parti et de l'Internationale Communiste parmi les femmes d'Orient ; *Bogouslavsky*, ex-président du Conseil « restreint » des Commissaires du Peuple, etc.

La vie de ces militants de l'Opposition, ainsi que celle de dizaines d'autres dont je ne donne pas les noms, est indissolublement liée à l'épopée de trois révolutions : celle de 1905, celle de Mars et celle d'Octobre 1917. La destinée personnelle de beaucoup d'entre eux pourrait servir de sujet à quelque drame de grand style. Toutefois, au point de vue politique, autre chose est bien plus important : c'est que les mérites des déportés à l'égard de la République des Soviets sont infiniment plus élevés que les mérites de ceux qui les ont déportés.

Le séjour à Alma-Ata

On me fixa comme lieu d'exil la ville d'Alma-Ata, la nouvelle capitale du Kazakstan, la ville de la malaria, des tremblements de terre et des inondations, située au pied de la chaîne des monts Tian-Chani, à 250 kilomètres du chemin de fer et à 4.000 kilomètres de Moscou. Avec ma femme et mon fils, nous avons passé là-bas un an, dans la société des livres et de la nature qui est vraiment superbe dans ces endroits. Les journaux et les lettres mettaient de douze jours à un, deux ou plusieurs mois pour nous parvenir, suivant la saison et l'humeur des fonctionnaires de Moscou.

Malgré qu'à chaque pas nous rencontrions des amis qui se cachaient, nous menions une vie tout à fait isolée de la population environnante, car toute personne qui tentait d'entrer en contact avec nous encourait une sanction parfois très sévère.Notre seule lien avec le monde extérieur était la chasse, nous y partions avec mon fils, accompagnés d'agents du Guépéou; pendant des semaines nous vivions la vie des nomades dans les steppes salées, passant la nuit à la belle étoile, ou dans des « kibitki » (1) de Kirghiz et nous déplaçant à dos de chameau.

Cette région est célèbre par son abondance en chèvres, porcs, canards, oies, faisans et autre gibier, mais aussi en hiver, en scorpions et en araignées venimeuses. En janvier, je reçus un télégramme signalant l'apparition à 200 kilomètres d'Alma-Ata de trois tigres qui avaient remonté la rivière Ili, venant du lac Balkach. Avec mon fils, nous nous demandions s'il fallait leur déclarer la guerre (en la présentant évidemment comme une guerre défensive) ou bien si nous devions nous retrancher derrière le pacte Kellogg. Les vieux tigres perspicaces et expérimentés (il faudrait se renseigner sur ce point auprès de M. Clemenceau) doivent considérer le pacte Kellogg avec la plus grande sympathie : la question en fin de compte ne se résout-elle pas par la force des griffes ? Nous n'eûmes pas le temps de prendre une décision : un nouveau changement se produisit dans notre sort.

Cela commença par les lettres. Au cours des dix premiers mois, quoiqu'elles aient été contrôlées, les lettres nous étaient remises à peu près dans la proportion de 50 %. La correspondance des déportés connaissait une grande ampleur. Il n'était pas rare que les lettres prennent les proportions de véritables documents politiques, reproduits à de nombreux exemplaires pénétrant dans les centres politiques du pays, publiés et propagés à l'étranger.

Changement brutal

Fin Octobre, il se produisit un changement brutal. Notre liaison avec nos camarades d'idées, nos amis, même avec nos parents, se rompit brusquement; lettres et dépêches cessèrent complètement d'arriver. Nous apprenions qu'au bureau central télégraphique

(1) Roulotte particulière des Kirghiz.

de Moscou s'accumulaient des centaines de dépêches qui m'étaient adressées, surtout lors de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre et à l'occasion d'autres fêtes commémoratives. Le cercle se refermait de plus en plus étroitement autour de nous.Il ne faut pas perdre de vue que non seulement la masse, les militants du rang, mais même les fonctionnaires stalinistes acceptaient difficilement le châtiment appliqué à ceux qui firent la Révolution d'Octobre. D'en haut, on les consolait en leur disant que les mesures brutales prises assureraient « l'unité de pensée » complète au sein du Parti et permettraient de « travailler tranquillement ». La fraction de Staline escomptait — ou tout au moins elle avait promis — que la déportation des dirigeants de l'Opposition annihilerait l'activité des « trotskystes ».

Mais justement cela ne se vérifia pas. L'année qui suivit le XV[e] Congrès fut la plus troublée de la vie du Parti. En réalité, ce n'est qu'après le XV[e] Congrès que les grandes masses du Parti et de la classe ouvrière s'intéressèrent vraiment à la lutte qui se déroulait dans les sphères supérieures, et qu'elles comprirent que si des dizaines, des centaines et des milliers d'hommes connus de tout le pays ou au moins de toute leur région, province ou usine, étaient ou allaient être exclus du Parti et exilés à cause de leurs opinions, c'est qu'il s'agissait vraiment de profondes divergences sur les principes.

Au cours de 1928, l'Opposition, malgré la répression incessante, grandit manifestement surtout dans les grandes entreprises industrielles. Il s'ensuivit une aggravation de la répression et, en particulier, les exilés furent mis dans l'impossibilité complète de correspondre, même entre eux. Nous nous attendions à voir suivre d'autres mesures du même ordre et nous ne nous sommes pas trompés.

Un ultimatum et ma réponse

Le 16 décembre, un fonctionnaire du Guépéou venant de Moscou me remit au nom de cette institution un ultimatum : cesser de diriger la lutte de l'Opposition afin d'éviter l'application de mesures devant m'isoler complètement de la vie politique. La question de l'exil ne fut pas posée, je compris qu'il s'agissait de mesures d'ordre intérieur et je répondis à cet « ultimatum » par une lettre au Comité Central du Parti et au Présidium de l'Internationale Communiste. Voici des extraits de cette lettre :

Exiger que je renonce à l'activité politique signifie exiger que j'abjure la lutte pour les intérêts du prolétariat international, lutte que je mène sans interruption depuis trente-deux ans, c'est-à-dire depuis le début de ma vie consciente. La tentative faite pour présenter cette activité comme « contre-révolutionnaire » émane de ceux que j'accuse en face du prolétariat mondial de fouler aux pieds les bases de l'enseignement de Marx et de Lénine, de porter atteinte aux intérêts historiques de la révolution mondiale, de rompre avec les traditions et les commandements d'Octobre, de préparer Thermidor inconsciemment mais d'une façon d'autant plus dangereuse.

Je laisse de côté l'énumération des divergences de vues sur les questions principales de la vie intérieure et du domaine international. Plus loin, je continuais ainsi :

Une période de réaction peut se produire non seulement après une révolution bourgeoise, mais après une révolution prolétarienne. Depuis six ans nous assistons en U. R. S. S. à une réaction croissante contre Octobre, frayant la voie à Thermidor. L'expression la plus évidente et la plus parfaite de cette réaction, au sein du Parti, réside dans la persécution et la destruction de l'aile gauche.

Dans ses dernières tentatives de résistance aux partisans avoués de Thermidor, la fraction de Staline n'a vécu que de « débris » et de « fragments » des idées de l'Opposition. Elle n'a aucune puissance créatrice. Sa lutte contre la gauche la prive de toute stabilité. Pratiquement sa politique est désaxée, fausse, contradictoire. La campagne si bruyante dirigée contre le danger de droite est aux trois-quarts de pure forme et sert avant tout à dissimuler aux masses la guerre exterminatrice faite aux bolchéviks-léninistes.

Enfin, en conclusion, la lettre dit :

Dans la Déclaration que nous avons adressée au 6[e] Congrès, nous avons répondu aux accusations d'activité fractionnelle portées contre nous que cette activité ne pourrait être liquidée qu'en cessant de nous appliquer traîtreusement l'article 58 et en nous réadmettant dans le Parti, non pas comme des pêcheurs repentis, mais comme des militants révolutionnaires qui n'ont pas trahi leur drapeau. Et, comme si nous avions prévu l'ultimatum qui nous est adressé aujourd'hui, nous écrivions littéralement dans cette Déclaration : « Seule une bureaucratie complètement dépravée pourrait exiger de révolutionnaires leur renoncement à l'activité politique. Seuls de méprisables renégats pourraient donner de pareilles promesses. » Je n'ai rien à changer à ces paroles. Je les porte de nouveau à la connaissance du Comité Central. A chacun son dû. Vous voulez continuer à réaliser les suggestions des classes hostiles au prolétariat. Nous connaissons notre devoir. Nous le remplirons jusqu'au bout.

L. TROTSKY.

Alma-Ata, le 16 décembre 1928.

II. - Le bannissement

J'avais donc répondu à l'exigence de cesser toute activité politique en déclarant que seule une bureaucratie complètement dépravée pouvait formuler une pareille exigence et que seuls des renégats pourraient s'y soumettre. Les stalinistes eux-mêmes ne s'attendaient probablement pas à une autre réponse.

Un mois se passa sans changements. Notre liaison avec le monde extérieur était complètement rompue, y compris la liaison illégale que de jeunes camarades d'idées avaient organisée; surmontant des difficultés immenses ils m'avaient régulièrement envoyé à Alma-Ata des renseignements abondants venant de Moscou et des autres centres. Pendant le mois de janvier, nous ne reçûmes que les journaux de Moscou. Plus ceux-ci parlaient de la lutte contre la droite, plus nous attendions avec certitude un coup contre la gauche. C'est la méthode de Staline.

Décision criminelle et illégale

Volynsky, envoyé du Guépéou était resté pendant ce temps à Alma-Ata où il attendait des instructions nouvelles. Le 20 janvier, il arriva chez moi, accompagné de nombreux agents armés du Guépéou qui se postèrent à toutes les issues : il me présenta l'extrait suivant du procès-verbal de la Conférence Spéciale auprès du Guépéou en date du 18 janvier 1929.

Entendu : Le cas du citoyen Trotsky, Léon Davidovitch, accusé, conformément à l'article 58/10 du code pénal, d'activité contre-révolutionnaire qui s'est

manifestée par l'organisation d'un parti illégal dont l'activité au cours des derniers temps tendait à provoquer des interventions antisoviétiques et à préparer une lutte armée contre le pouvoir des Soviets.

Décidé : Bannir de l'U. R. S. S. le citoyen Trotsky Léon Davidovitch.

Lorsqu'on exigea de moi le récépissé constatant que j'avais pris connaissance de cette décision, j'écrivis :

La décision du Guépéou, criminelle quant au fond et illégale dans sa forme, m'a été notifiée le 20 janvier 1929. — Trotsky.

Je qualifiai cette décision de criminelle car, sciemment, elle était basée sur l'affirmation mensongère que j'aurais préparé une lutte armée contre le pouvoir des Soviets. L'utilisation de cette formule, dont Staline avait besoin pour justifier le bannissement, constitue par elle-même une sape des plus odieuses contre le pouvoir soviétique.Car s'il avait été vrai que l'Opposition dirigée par les organisateurs de la Révolution d'Octobre, par les créateurs de la République des Soviets et de l'armée rouge, préparât le renversement par les armes du pouvoir des Soviets, cela aurait signifié que la situation du pays était catastrophique. Dans ce cas nos adversaires du monde bourgeois et même les plus disposés aux concessions devraient se dire: « Ne nous hâtons pas trop de renouer les relations économiques, attendons l'issue de la lutte armée. » Heureusement, la formule employée par le Guépéou ne constitue qu'une insolente invention policière. La politique de l'Opposition n'a rien de commun avec la préparation d'une lutte armée. Nous prenons comme point de départ la profonde vitalité du régime soviétique dont nous sommes entièrement convaincus. Notre voie est celle de la réforme intérieure. Je profite de la présente occasion pour le proclamer au monde entier et protéger ainsi, ne serait-ce que partiellement, les intérêts de la République des Soviets contre le coup que leur porte la formule entièrement mensongère du Guépéou, dictée par Staline. Si grandes que soient actuellement les difficultés intérieures de la République soviétique résultant non seulement de circonstances objectives mais aussi de l'impuissante politique d'hésitations, tous ceux qui cette fois-ci encore, s'attendraient de nouveau à la chute proche du pouvoir des Soviets, se tromperaient cruellement.

Il semble que sir Austen Chamberlain n'entretienne pas de pareilles illusions. Son jugement a un caractère beaucoup plus pratique. S'il faut en croire les communiqués que la presse publie avec insistance, en particulier l'organe américain *The Nation*, il aurait exprimé l'opinion que des relations régulières avec l'Union Soviétique deviendront parfaitement possibles le lendemain du jour où l'on aura « collé » Trotsky au mur.

Cette formule lapidaire fait honneur au tempérament du ministre conservateur, qui fait pourtant usage d'un langage beaucoup plus pacifiste quand il s'agit de la marine de guerre américaine. Quoique je ne sois chargé d'aucun pouvoir diplomatique, je prends néanmoins l'audace — dans l'intérêt général partiellement aussi dans le mien) — de conseiller au ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne de ne pas insister pour que son exigence soit satisfaite. Staline a suffisamment montré combien il était prêt à aller au devant des désirs de Mr. Chamberlain en m'exilant de l'Union Soviétique. S'il n'a pas fait davantage ce n'est nullement par manque de bonne volonté. Il serait vraiment trop déraisonnable de punir pour cela l'économie soviétique et l'industrie britannique. Je me permets en outre de rappeler que les relations internationales sont basées sur le principe de *réciprocité*. Mais je ne veux pas insister sur ce thème désagréable.

Dans mon récépissé j'avais qualifié la décision du Guépéou non seulement de criminelle quant au fond mais d'illégale dans sa forme. Je voulais dire par là que le Guépéou peut vous proposer de partir à l'étranger sous la menace de quelques sanctions intérieures mais qu'il ne peut pas expédier quelqu'un à l'étranger sans avoir le consentement de l'expulsé.

Ayant exigé qu'on me dise où et comment on avait l'intention de m'exiler, je m'entendis répondre que j'en serais informé en arrivant en Russie d'Europe par un représentant du Guépéou qui viendrait à ma rencontre.

Le départ

Le jour suivant fut consacré à faire fièvreusement nos malles emplies presque exclusivement de manuscrits et de livres. Les deux *pointers* observaient avec inquiétude l'abondance de gens étrangers et bruyants dans l'appartement tranquille. Je signalerai en passant qu'il n'y avait de la part des agents du Guépéou pas même une ombre d'hostilité, tout au contraire.

Le 22, à l'aube, nous prîmes place avec ma femme, mon fils et l'escorte dans un autobus qui nous amena par une route neigeuse, rendue glissante par le passage des véhicules, jusqu'au haut col de Kourdaï. Ce col était fortement couvert de neige que balayait une forte tempête. Le puissant tracteur qui devait nous remorquer à travers le Kourdaï s'enfonça entièrement dans la neige avec les sept automobiles qu'il traînait derrière lui. Sept hommes et de nombreux chevaux périrent de froid pendant cette tempête. Il fallut transborder le chargement dans des traîneaux de paysans. On mit plus de sept heures pour parcourir environ 30 kilomètres. Beaucoup de traîneaux étaient abandonnés le long de la voie couverts de neige, les brancards en l'air, ainsi que de nombreux chargements destinés à la construction du chemin de fer Turkestan-Sibérie; de nombreuses citernes de pétrole étaient enterrées dans la neige. Hommes et chevaux, fuyant la tempête, s'étaient réfugiés dans les huttes d'hiver des Kirghiz.

Après le col, de nouveau l'automobile, puis à Pichpeck (Frounsé) le chemin de fer. Les journaux de Moscou que nous trouvons en avançant témoignent que l'on prépare l'opinion publique à l'exil des leaders de l'Opposition. Dans la région d'Aktioubinsk, on nous communique par fil direct que le lieu d'exil fixé est Constantinople. J'exige une entrevue avec deux membres de ma famille, restés à Moscou. Ils nous rejoignent à la gare de Riajsk, où ils sont soumis au même régime que nous. Un second représentant du Guépéou, Boulanov, cherche à me convaincre des avantages de Constantinople. Je refuse catégoriquement de partir. Pourparlers télégraphiques de Boulanov avec Moscou. Là-bas, on avait tout prévu sauf mon refus de partir volontairement à l'étranger. Notre train, ayant perdu sa direction, se déplace lentement, finit par s'arrêter sur une voie de garage, puis dans une petite gare et se fixe enfin entre deux bois. Ici une journée passe après l'autre. Autour du train, le nombre des boîtes de conserves vides grandit. Les corbeaux et les pies se réunissent en troupes de plus en plus nombreuses pour profiter des débris. Il n'y a pas de lièvres ici : une épizootie terrible les a décimés en automne. Chaque jour une lomotive part avec un wagon, chercher le dîner dans une gare importante. Chez nous, dans le wagon, c'est la grippe. Nous relisons Anatole France et le cours d'histoire russe par Klioutchevski. Le froid atteint 38 degrés Réaumur : la locomotive se promène sur les rails pour ne pas geler. Les stations de T.S.F. s'interpellent à travers l'éther et demandent où nous sommes.

Nous n'entendons pas ces questions; nous jouons aux échecs. Mais même si nous les avions entendues nous n'aurions pas su quoi répondre; amenés ici dans la nuit nous ne savions pas où nous nous trouvions : nous étions quelque part dans la région de Koursk. Ainsi se passèrent douze jours et douze nuits.

C'est ici que nous apprîmes l'arrestation de plusieurs centaines de militants, parmi lesquels ce que l'on appelle « le centre trotskyste ». On publie les noms de Kavtaradzé, ex-président du Conseil des Commissaires du Peuple de Géorgie; Mdivani, ex-représentant commercial de l'U.R.S.S. à Paris; Voronsky, le meilleur critique littéraire du Parti; Drobnis, une des figures les plus héroïques de la révolution en Ukraine, etc. Ce sont tous des militants appartenant au Parti depuis sa fondation et des organisateurs d'Octobre.

Le 8 février, Boulanov déclare : « Malgré toutes les insistances de Moscou, le gouvernement allemand se refuse catégoriquement à vous admettre en Allemagne : on m'a donné l'ordre définitif de vous amener à Constantinople.

— Mais je ne partirai pas volontairement et je le déclarerai à la frontière turque.

— Cela ne changera rien à l'affaire, vous serez néanmoins amené en Turquie.

— Vous vous êtes donc entendu avec la police turque pour m'introduire par la force dans ce pays?

— Nous ne connaissons rien là-dessus : nous ne faisons qu'exécuter des ordres.

Après douze jours d'arrêt le train se remet en mouvement. Il grandit, car l'escorte s'accroît. Nous n'avons pas pu sortir du wagon pendant toute la route à partir de Pichpeck. Nous marchons maintenant à toute vapeur vers le Sud. Nous ne nous arrêtons qu'aux petites stations pour prendre de l'eau et du combustible. Ces mesures de précaution extrêmes sont dues au souvenir de la manifestation de Moscou, qui se produisit à la gare lors de ma déportation en janvier 1928 : les manifestants avaient alors empêché par la violence le train de Tachkent de partir de telle sorte que je ne pus être expédié en cachette que le lendemain. Les journaux nous apportent, en route, les échos d'une nouvelle grande campagne contre les « trotskystes ». On devine entre les lignes la lutte qui se déroule dans les sphères supérieures autour de la question de mon bannissement. La fraction stalinienne se hâte. Elle doit vaincre pour cela, non seulement les obstacles de la politique, mais aussi ceux de la nature. On avait désigné pour le départ d'Odessa le bateau « Kalinine ». Mais il était pris dans les glaces. Tous les efforts des brise-glaces furent vains. Moscou restait au télégraphe pour faire accélérer le départ. D'urgence, on mit sous pression le bateau « Iliitch ». Notre train arriva à Odessa à 10 heures du soir. Je regardais par la fenêtre les endroits familiers : j'ai passé dans cette ville sept ans de ma vie d'écolier.

Notre wagon fut amené jusqu'au bateau lui-même. Il gelait terriblement. Malgré la nuit profonde, je vis que le quai était cerné par les agents et les troupes du Guépéou. Il fallut dire ici adieu aux deux membres de notre famille qui avaient partagé notre détention au cours des deux dernières semaines. Nous regardions par la fenêtre du wagon le bateau qui nous était destiné, et nous nous souvenions d'un autre navire qui, lui aussi, nous avait emmenés vers une destination contraire à celle que nous désirions. Cela se passait en mars 1917 près du Halifax canadien : des marins anglais m'enlevèrent en présence de nombreux voyageurs, à bout de bras, pour m'éloigner du paquebot norvégien « Christianford » qui m'emmenait, muni de tous les documents et visas nécessaires, dans la direction de Christiania-Petrograd. Notre famille avait alors la même composition que maintenant, nous étions simplement tous plus jeunes de douze ans. Mon fils aîné avait 11 ans : il frappa un marin anglais de son petit poing avant que j'aie pu retenir ce geste par lequel il espérait naïvement assurer ma liberté et surtout ma position verticale. C'est alors que, pour un temps, je tombai dans le camp de concentration d'Amhurst au lieu d'aller à Pétrograd.

Sans cargaison et sans autres voyageurs que nous l'« Iliitch » quitta le quai à une heure du matin. Un brise-glace nous fraya la route sur une longueur de 60 milles. La tempête qui faisait rage ici ne nous atteignit que légèrement de ses derniers coups d'ailes. Le 12 février nous entrâmes dans le Bosphore. C'est alors que je remis à l'officier de la police turque la déclaration précisant que l'on m'amenait à Constantinople par la force. Cela n'entraîna aucune conséquence. Le bateau s'enfonça plus avant dans la rade. Après 22 jours de voyage, ayant parcouru 6.000 kilomètres, nous nous trouvâmes à Constantinople.

III. - Comment cela a-t-il pu arriver ?

A la question: « Comment cela a-t-il pu arriver? », on peut donner deux réponses : soit en décrivant le mécanisme de la lutte des groupes dirigeants, soit en mettant à nu le mouvement des forces sociales plus profondes. Les deux méthodes peuvent se justifier. Elles ne s'excluent pas l'une l'autre, mais se complètent. Il est naturel que le lecteur veuille avoir, avant tout, un tableau des faits, qu'il désire savoir comment, en réalité, s'est produit un changement aussi radical de direction, par quelles voies Staline s'est emparé de l'Appareil et l'a dirigé contre d'autres. Comparativement à la question fondamentale du regroupement des forces de classes et de la succession des diverses étapes de la révolution, la question des groupements, des combinaisons et des personnalités n'a qu'une importance secondaire. Mais, à sa place exacte, elle est parfaitement légitime. Il faut y répondre.

Qu'est Staline ?

Qu'est Staline ? Si l'on cherchait à le caractériser brièvement, il faudrait dire : *c'est la médiocrité la plus remarquable de notre Parti.* Il est doué de sens pratique, d'obstination et de ténacité pour poursuivre les buts qu'il s'est fixés. Son horizon politique est extrêmement restreint. Son niveau théorique est tout aussi primitif. Son livre de compilation, « Les bases du léninisme », (par lequel il tenta de payer son tribut aux traditions théoriques du Parti), fourmille d'erreurs d'écolier. Son ignorance des langues étrangères (il n'en connaît aucune) l'oblige à suivre la vie politique des autres pays en se fiant uniquement à d'autres. Sa tournure d'esprit est celle d'un empirique obstiné, dépourvu d'imagination créatrice. Les couches supérieures du Parti (dans la masse, en général, on ne le connaissait pas) avaient toujours vu en lui un homme créé pour jouer les rôles de second et de troisième ordre. Qu'actuellement il exerce un rôle de premier plan, cela caractérise plutôt une période transitoire, d'équilibre instable, que Staline lui-même. Déjà, Helvétius avait dit : « Chaque période a ses grands hommes; s'il n'y en a pas, elle les invente. »

Comme tous les empiriques, Staline est plein de contradictions. Il agit sans perspectives, sous l'ac-

tion des chocs du moment. Sa ligne politique est une série de zigzags. Pour chacun d'eux, il crée une théorie *ad hoc*, ou bien il charge un autre de l'inventer pour lui. Sa façon de traiter les faits et les gens se distingue par un manque de scrupules extraordinaire. Il n'éprouvera jamais de difficultés à qualifier aujourd'hui de blanc ce qu'il désignait hier comme noir. On pourrait aisément composer un catalogue étonnant des estimations de Staline. Je ne citerai qu'un exemple qui entre plus facilement que d'autres dans les limites d'un article de journal. Je m'excuse d'avance si cet exemple me concerne personnellement.

Au cours des dernières années, Staline consacra tous ses efforts au « détrônement » de Trotsky. On composa, en toute hâte, une nouvelle histoire de la Révolution d'Octobre, une nouvelle histoire de l'armée rouge, une nouvelle histoire du Parti. Staline donna le signal d'une nouvelle estimation des valeurs en déclarant, le 19 novembre 1924 :

« *Trotsky n'a joué et n'aurait pu jouer aucun rôle spécial ni dans le Parti, ni dans l'insurrection d'Octobre.* »

Staline commença à répéter cette assertion à tout propos. On lui rappela alors un article qu'il avait écrit lui-même à l'occasion du premier anniversaire de la révolution. Dans cet article, il disait textuellement :

« *Tout le travail d'organisation pratique de l'insurrection se développa sous la direction de Trotsky, président du Soviet de Pétrograd. On peut dire avec certitude que le Parti est avant tout et surtout redevable à Trotsky de l'adhésion rapide de la garnison au Soviet et de l'habile organistation du travail du Comité Militaire Révolutionnaire.* »

Comment Staline est-il sorti de cette situation difficile? Très simplement! Il adressa une certaine quantité d'insultes nouvelles aux « trotskystes ». Les exemples semblables sont des centaines. Les appréciations de Staline sur Zinoviev et Kamenev se distinguent par des contradictions tout aussi flagrantes. Sans aucun doute, dans un avenir très prochain, Staline répétera sur Rykov, Boukharine et Tomsky, sous la forme la plus venimeuse, les mêmes jugements qu'hier il traitait d'odieuses calomnies de l'Opposition.

Comment Staline peut-il risquer de pareilles contradictions? C'est simplement parce qu'il intervient avec ses discours ou ses articles après que ses adversaires ont été mis dans l'impossibilité de lui répondre. La polémique de Staline n'est qu'un écho de son mécanisme d'organisation. Le Stalinisme, c'est avant tout le travail automatique de l'Appareil.

Lénine, dans ce qu'il appela son testament, signala deux traits du caractère de Staline : la brutalité et la déloyauté. Mais c'est seulement après la mort de Lénine que celles-ci ont atteint leur plein développement. Staline est surtout préoccupé de donner le caractère le plus venimeux possible à la lutte au sein du Parti et de mettre ainsi le Parti devant le fait accompli de la scission.

Deux « plats épicés »

Lénine avertissait déjà le Parti en 1921 quand il disait : « Ce cuisinier ne préparera que des mets épicés. » L'arrêt du Guépéou accusant l'Opposition de préparer la lutte armée contre le pouvoir des Soviets, n'est pas l'unique plat stalinien de ce genre. En juillet 1927, c'est-à-dire alors que l'Opposition était encore dans le Parti, Staline posa soudain la question suivante : « Est-ce que vraiment l'Opposition serait hostile au triomphe de l'U. R. S. S. dans les batailles futures contre l'impérialisme ? » Il est inutile d'ajouter que Staline n'avait pas la moindre ombre de raison pour lancer cette insinuation. Mais le cuisinier commençait à préparer le plat de l'article 58. La question de l'attitude de l'Opposition envers la défense de l'U. R. S. S. ayant une importance internationale, j'estime nécessaire, dans l'intérêt de la République des Soviets, de citer ici un extrait du discours par lequel je répondis immédiatement à la question posée par Staline :

« *Laissons pour un instant de côté, disais-je, — c'était au plénum du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle en 1927 — l'arrogance de la question en elle-même. Ne revenons pas maintenant à la façon dont Lénine caractérisait les méthodes de Staline, quand il disait, en pesant sévèrement ses paroles : « brutalité et déloyauté ». Prenons la question telle qu'elle est posée et répondons-y. Seuls des gardes blancs peuvent être hostiles au triomphe de l'U. R. S. S. dans les batailles futures contre l'impérialisme. Au fond Staline a en vue une autre question, à savoir : est-ce que vraiment l'Opposition pense que la direction de Staline est incapable d'assurer la victoire de l'U. R. S. S.? Oui, l'Opposition pense que la direction de Staline rendra le triomphe difficile. Tout oppositionnel occupera le poste de combat que lui confiera le Parti au front ou à l'arrière. Mais pas un seul ne renoncera à son droit et à son devoir de lutter pour redresser l'orientation du Parti...*

Par conséquent : Pour la patrie socialiste? Oui! Pour le cours de Staline? Non!

Malgré que les circonstances aient changé, ces paroles conservent actuellement pour nous toute leur force.

A côté de la soi-disant préparation de la lutte armée par l'Opposition et de notre prétendue hostilité à l'égard de l'U. R. S. S., je suis obligé de mentionner ici un troisième plat du menu spécial de Staline. Il s'agit des actes terroristes.

Comme j'ai pu m'en convaincre en arrivant à Constantinople, quelques bruits imprécis sur certaines intentions terroristes, soi-disant liées à certains groupes de l'Opposition trotskyste, ont déjà trouvé un écho dans la presse mondiale. Je vois clairement la source de ces bruits. J'ai, à plusieurs reprises, dans les lettres écrites d'Alma-Ata, averti mes amis que Staline, dans la voie où il est entré, devait éprouver un besoin de plus en plus intense qu'il y ait des intentions terroristes de la part des « trotskystes ». Il n'y a aucun espoir d'imputer à l'Opposition, dirigée par un état-major de militants suffisamment expérimentés et responsables, la préparation d'un soulèvement à main armée. Mais attribuer un projet terroriste à un groupe anonyme de « trotskystes », c'est un problème plus aisé à résoudre. C'est visiblement dans ce sens que sont orientés les efforts de Staline. Dénoncer cela à haute voix n'aboutira pas à le rendre tout à fait impossible, mais tout au moins, c'est en rendre très difficile la réalisation.

Le caractère des méthodes de lutte de Staline m'obligea, dès 1926, à lui dire, lors d'une séance du Bureau Politique, qu'il posait sa candidature au rôle de fossoyeur du Parti et de la Révolution. Je répète maintenant cet avertissement avec une force redoublée. Pourtant, maintenant comme en 1926, nous sommes profondément convaincus que ce n'est pas Staline qui triomphera du Parti, mais que c'est le Parti qui aura raison de Staline.

IV. - La victoire de Staline

Staline fut élu secrétaire général du Parti encore du vivant de Lénine, en 1921. A cette époque la fonction avait un caractère plutôt technique que politique. Néanmoins, Lénine était alors contre la candidature de Staline. C'est justement à ce propos qu'il parla du « cuisinier ayant un penchant pour les mets trop épicés ». Mais Lénine céda aux autres membres du Bureau Politique, il est vrai sans grand plaisir. « Essayons et nous verrons », déclara-t-il...

La maladie de Lénine modifia immédiatement la situation. Jusqu'alors, c'était lui qui était à la tête du Bureau Politique et qui avait en main le levier de commande essentiel du Parti; Staline, en tant que secrétaire général, n'était chargé que de l'exécution et du travail secondaire. Les autres membres du Bureau Politique s'occupaient chacun de leurs fonctions particulières. Lénine écarté du travail, automatiquement le levier de commande principal passa entre les mains de Staline. Ce n'était là qu'une situation provisoire. Personne ne proposa de changements, car on espérait une prompte guérison de Lénine. Entre temps, Staline déployait une activité fiévreuse et plaçait tous ses hommes dans l'Appareil. Quand Lénine fut remis du premier choc et que pour un temps il retourna au travail, en 1922-1923, il fut effrayé en voyant combien l'Appareil était devenu bureaucratique, combien sa toute-puissance sur la masse du Parti avait progressé.

Tout en insistant pour que je devienne son suppléant au Conseil des Commissaires du peuple, Lénine eut avec moi des pourparlers pour lutter en commun contre le bureaucratisme staliniste. Le problème se posait de mener cette lutte en ébranlant le moins possible le Parti. Mais l'état de santé de Lénine s'aggrava de nouveau. Dans le document connu sous le nom de « Testament », écrit le 4 janvier 1923, Lénine conseillait avec insistance de relever Staline du travail essentiel, en raison de sa déloyauté et de son penchant à abuser du pouvoir. Mais Lénine dut bientôt se mettre de nouveau au lit. La situation provisoire avec Staline à la barre se reproduisit. L'espoir d'une guérison de Lénine baissait de plus en plus. La prespective de son complet éloignement posait la question de savoir qui dirigerait le Parti.

Le « Septumvirat »

En ce temps, les divergences de principe ne s'étaient pas encore précisées. Le groupement qui me fut hostile eut un caractère personnel. Le mot d'ordre de Zinoviev, Staline, etc., fut : « Empêcher que Trotsky dirige le Parti. » Par la suite, au cours de la lutte de Zinoviev et de Kamenev contre Staline, les mystères de cette période furent divulgués par ceux-là mêmes qui participèrent au complot. Car ce fut un véritable complot. Un Bureau Politique secret avait été créé (le *Septumvirat*), dont faisaient partie tous les membres du Bureau Politique officiel, sauf moi, et auxquels on avait adjoint Kouybychev, actuellement président du Conseil Supérieur de l'Economie nationale. Toutes les questions étaient au préalable tranchées dans ce bureau politique clandestin dont les membres étaient liés par une responsabilité collective. Ils prenaient l'engagement de ne pas mener de polémique les uns contre les autres et en même temps de chercher tous les prétextes permettant d'intervenir contre moi. Il existait dans les organisations locales des centres secrets analogues, reliés au « Septumvirat » de Moscou et observant une discipline sévère. La correspondance se faisait par un langage chiffré spécial. C'était une organisation illégale parfaite au sein du Parti et qui, au début, était dirigée contre un seul homme. Les fonctionnaires responsables du Parti et de l'Etat étaient systématiquement sélectionnés, avec ce seul critérium : contre Trotsky.

Pendant le long « interrègne » dû à la maladie de Lénine, cette besogne fut conduite infatigablement mais en même temps avec prudence, camouflée, de façon à ce qu'au cas où Lénine guérirait, on puisse garder entièrement « les ponts minés ». On exigeait du candidat à quelque fonction que ce soit qu'il devine ce que l'on attendait de lui. Celui qui « devinait » recevait de l'avancement. Ainsi se créa une forme spéciale de l'arrivisme, qui ne reçut ouvertement que plus tard le nom de « anti-trotskysme ». La mort de Lénine rendit les matins entièrement libres à cette conspiration et lui permit de se montrer au grand jour.

Les membres du Parti qui faisaient entendre leur protestation contre cette politique, tombaient victimes d'attaques perfides déclenchées pour des motifs n'ayant rien à voir avec cela et souvent inventés. Au contraire, les éléments de moralité peu stable qui au cours du premier lustre du pouvoir des Soviets auraient été impitoyablement éliminés du Parti, assuraient leur situation par une simple intervention hostile contre Trotsky. Dès la fin de 1923, la même besogne fut effectuée dans tous les partis de l'Internationale Communiste : certains chefs furent chassés : d'autres vinrent les remplacer uniquement d'après l'attitude adoptée envers Trotsky. On sélectionna artificiellement non pas les meilleurs, mais ceux qui s'adaptaient le plus aisément. L'orientation générale se réduisit à substituer aux personnalités ayant une valeur propre, capables, des médiocrités redevables de leur situation uniquement à l'Appareil. Staline devint, lui, l'expression suprême de cette médiocrité de l'Appareil.

Les « discussions »

Vers la fin de 1923, l'Appareil était déjà aux trois-quarts choisi : il était possible de transporter la lutte dans la masse. Les différentes armes occupèrent les positions de départ et attendirent le signal de l'attaque. Celui-ci fut donné. Les deux premières « discussions » ouvertement dirigées contre moi, en automne 1923 et en automne 1924, coïncidèrent toutes les deux avec ma maladie qui ne me permit pas d'intervenir dans une seule réunion du Parti. Sous la pression violente du Comité Central commença en même temps et de tous les côtés une préparation de la masse. Mes anciennes divergences avec Lénine datant non seulement d'avant la révolution, mais aussi d'avant la guerre, et qui depuis longtemps avaient été abolies par la lutte en commun, furent brusquement sorties au grand jour, défigurées, exagérées et présentées à la masse non avertie comme une question d'actualité brûlante. La masse fut étourdie, déroutée, intimidée. Entre temps, le procédé de sélection du personnel descendit à un degré plus bas encore. Il ne fut plus possible d'exercer la fonction de directeur d'usine, de secrétaire de cellule d'atelier, de président de Comité exécutif de canton, de comptable, de dactylographe, sans présenter comme référence son anti-trotskysme.

J'évitais aussi longtemps que cela fut possible de prendre part à cette lutte d'autant plus que dans ses premières étapes elle avait le caractère d'un complot sans principes dirigé contre moi personnellement. Il était clair qu'une lutte de ce genre une fois déclenchée acquerrait inévitablement une acuité extraordinaire pouvant entraîner, en présence d'une dictature révolutionnaire, des conséquences terribles. Ce n'est pas ici qu'il sied de rechercher s'il fut juste

de s'efforcer au prix d'énormes concessions personnelles, de rester sur un terrain permettant de travailler collectivement, ou bien s'il me fallait passer à l'offensive sur toute la ligne malgré l'absence de raisons politiques suffisantes. Le fait est que je choisis la première voie, et, malgré tout, je ne m'en repens pas. Il est des victoires qui conduisent à des impasses et des défaites qui ouvrent des routes nouvelles...

Même lorsque de profondes divergences politiques se précisèrent, repoussant loin en arrière l'intrigue personnelle, je tentais de maintenir les débats dans les limites d'une discussion de principe; afin de permettre la vérification par les faits des estimations et des pronostics contradictoires, je m'opposais à ce que l'on accélère la lutte. Par contre, Zinoviev, Kamenev et Staline — lequel, au début, se dissimulait derrière les deux premiers — hâtaient la lutte de toute leur force. Ils ne voulaient justement pas laisser au Parti le temps de réfléchir et d'apprécier les divergences en se basant sur l'expérience. Lorsque Zinoviev et Kamenev se séparèrent de Staline, ce dernier utilisa automatiquement contre eux-mêmes la force acquise en traquant le « trotskysme », force qu'ils avaient pendant trois ans développée en commun accord avec lui.

Victoire des tendances modérées et conservatrices

Ce qui précède n'est pas une explication historique du triomphe de Staline, mais seulement une description rapide de la façon dont cette victoire fut acquise. Ce n'est surtout pas une plainte contre des intrigues. Une politique qui voit la cause de sa défaite dans les intrigues de l'adversaire est aveugle et pitoyable. L'intrigue est en quelque sorte le côté technique de l'affaire : elle ne peut avoir qu'un rôle secondaire. Les grandes questions historiques sont résolues par l'action de grandes forces sociales. La victoire de Staline, malgré toutes ses vacillations et son instabilité, est une manifestation des déplacements considérables qui se sont produits dans les rapports des classes de la société révolutionnaire. C'est le triomphe ou le semi-triomphe de certains milieux et groupements sur d'autres. C'est le reflet des changements qui se sont effectués dans la situation internationale au cours des dernières années. Mais cet enchaînement de questions constitue déjà par lui-même un grand thème.

Ici, je ne dirais en attendant qu'une seule chose. Malgré toutes les erreurs et toutes les confusions que la presse mondiale hostile au bolchévisme a commises dans l'estimation des diverses étapes et des divers faits de la lutte intérieure de l'U. R. S. S., cette presse a su distinguer assez justement le noyau social fondamental de cette lutte : la victoire de Staline est celle des tendances les plus modérées et les plus conservatrices triomphant des tendances de la révolution prolétarienne internationale et des traditions du Parti bolchevik.

Je n'ai donc pas de raison de protester contre les éloges si fréquents que la presse fait du réalisme de Staline. Une toute autre question est de savoir à quel point son succès est solide et dans quel sens se fera l'évolution ultérieure.

V. - Où va la Révolution soviétique ?

Depuis le Coup d'Etat d'Octobre, cette question n'a pas quitté les colonnes de la presse mondiale. A l'heure actuelle, elle est traitée en fonction de mon exil que les adversaires du bolchevisme considèrent comme le symptôme d'un dénouement depuis longtemps attendu. Que cet exil ait une importance, non point personnelle, mais politique, ce n'est pas à moi de le nier. Cependant, cette fois encore, je ne conseillerai pas de se hâter de conclure au « commencement de la fin ».

Il serait vain de rappeler que les pronostics historiques se distinguent des pronostics astronomiques en ce qu'ils sont toujours relatifs, facultatifs, alternatifs. Il serait ridicule de faire une prédiction exacte lorsqu'il s'agit de la lutte de forces vives. Le problème de la prévision historique consiste à distinguer le possible de l'impossible, et à dégager parmi les différentes conceptions théoriques, quelles sont les plus vraisemblables.

Une réponse un tant soit peu fondée à cette question : « Où va la Révolution? » ne pourrait se trouver que dans le résultat de l'analyse de toutes ses forces intérieures, ainsi que des circonstances mondiales parmi lesquelles elle se meut. Une telle étude exige un livre. A Alma-Ata, j'ai travaillé à ce livre, que j'espère achever à bref délai. Je ne puis ici, qu'indiquer les grandes lignes qu'il faut suivre pour chercher cette réponse.

Est-il vrai que la Révolution russe soit proche de sa liquidation? Ses ressources intérieures sont-elles épuisées? Qui pourra lui succéder? Une démocratie? Une dictature? Une restauration monarchique?

Le cours d'un processus révolutionnaire est beaucoup plus complexe que celui d'un torrent de la montagne. Mais là comme ici, le changement d'orientation le plus paradoxal à première vue est absolument normal. Toutefois, il ne faut pas exiger une norme extérieure et schématique, il faut prendre une norme naturelle, déterminée par le volume d'eau du torrent, le relief de la contrée, le caractère des courants aériens, etc...En politique, cela signifie qu'après les ascensions les plus élevées de la Révolution, il faut prévoir la possibilité et la probabilité de descentes abruptes, parfois prolongées, et, au contraire, dans les périodes de la décadence la plus grande, comme par exemple au moment de la contre-révolution de Stolypine (1907-1910), distinguer les prémices d'une nouvelle ascension.

Deux périodes principales

Les trois révolutions qu'a traversées la Russie pendant ce dernier quart de siècle constituent, en réalité, les étapes d'une seule et même Révolution. Entre les deux premières, douze années se sont écoulées; entre la deuxième et la troisième, il n'y a eu que neuf mois. Les onze années d'existence de la Révolution Soviétique se décomposent également en une série d'étapes parmi lesquelles deux principales : la maladie de Lénine et le commencement de la lutte contre le « trotskysme » peuvent être à peu près considérées comme la ligne de démarcation qui les sépare. Pendant la première période, les masses ont joué un rôle décisif. L'Histoire ne connaît pas d'autre exemple de Révolution ayant mis en mouvement des masses semblables à celles qui furent soulevées par la Révolution d'Octobre. Et aujourd'hui encore, il existe des originaux qui considèrent la Révolution d'Octobre comme une aventure! En raisonnant ainsi, ils ravalent jusqu'au néant ce qu'ils défendent: quelle serait donc la valeur d'une organisation sociale qu'une « aventure » pourrait renverser? En réalité, la réussite de la Révolution d'Octobre — le seul fait qu'elle ait tenu pendant les années les plus critiques contre des légions d'ennemis — fut assurée par l'activité et l'initiative des masses des villes et des campagnes. C'est sur cette seule base qu'a pu se développer l'improvisation de l'appareil gouvernemental et de l'armée rouge. Telle est, en tout cas, la

principale déduction de mon expérience en la matière.

La seconde période, qui a amené un changement radical de direction dans le gouvernement, est caractérisée par un abaissement incontestable de l'activité immédiate de la masse : la rivière rentre dans son lit. Au-dessus des masses, s'élève de plus en plus l'appareil centralisé de la Direction. L'Etat soviétique ainsi que l'armée se bureaucratisent. La distance grandit entre les milieux dirigeants et les masses. L'appareil acquiert de plus en plus un caractère de « fin en soi ». De plus en plus, le fonctionnaire est pénétré de la conviction que la Révolution d'Octobre s'est accomplie précisément pour concentrer le pouvoir entre ses mains et lui garantir une situation privilégiée. Il n'y a pas lieu, je pense, d'expliquer que les contradictions positives que nous distinguons dans le développement de l'Etat soviétique ne sont pas des arguments en faveur d'une négation anarchiste, c'est-à-dire totale et stérile, de l'Etat en général.

Dans une lettre remarquable (1), consacrée aux phénomènes de dégénérescence de l'appareil gouvernemental et du Parti, mon vieil ami Rakovsky indique de façon très démonstrative comment, après la conquête du pouvoir, une bureaucratie indépendante se forma au sein de la classe ouvrière, et comment cette différenciation fut d'abord seulement fonctionnelle, puis devint sociale par la suite.

Naturellement, le processus intérieur de la bureaucratie se développa en liaison étroite avec un autre, plus profond, survenu dans le pays. Avec les principes de la NEP (Nouvelle politique économique), on vit renaître une large catégorie de petits bourgeois des villes. Les professions libérales ressuscitèrent. Au village, ce fut l'ascension du paysan riche, du koulak. Précisément parce qu'il s'était haussé au-dessus des masses, le corps des fonctionnaires s'était, dans ses larges sphères, rapproché de ces couches bourgeoises et s'y était apparenté. De plus en plus, l'initiative et l'esprit critique de la masse furent regardés par la bureaucratie comme une entrave. La pression de l'appareil de l'Etat sur les masses s'accrut d'autant plus facilement que, ainsi qu'il a déjà été dit, la réaction psychologique des masses elles-mêmes s'exprimait par une diminution incontestable de leur activité politique. Pendant ces dernières années, il arriva souvent aux ouvriers d'entendre cette apostrophe des bureaucrates ou des nouveaux propriétaires : « Vous n'êtes plus en 1918! » En d'autres termes, le rapport des forces se modifia aux dépens du prolétariat.

A ces processus correspondirent des transformations intérieures dans le Parti lui-même. Il ne faut pas oublier un instant que l'écrasante majorité de ce Parti, qui compte actuellement plus d'un million d'adhérents, n'a qu'une conception confuse de ce qu'était celui-ci pendant la première période révolutionnaire, sans parler même de la période d'avant la Révolution! Il suffit de dire que de 75 à 80 % des membres du Parti y sont entrés après 1923. Le nombre des membres du Parti inscrits avant la Révolution est inférieur à 1 %. A partir de 1923, le Parti fut fondu artificiellement en une masse à demi amorphe, destinée à jouer le rôle de matière malléable entre les mains des professionnels de l'Appareil. Cette édulcoration de la substance révolutionnaire du Parti est apparue comme une prémice inévitable des victoires de l'Appareil sur le « trotskysme ». Il faut également remarquer que les manifestations de corruption et d'arbitraire ont augmenté du fait de la bureaucratisation du régime d'Etat et de celui du Parti. Les adversaires des Soviets signalent ces manifestations avec malveillance. Ce serait contre nature qu'il en fût autrement. Mais lorsqu'ils tentent d'expliquer ces phénomènes par l'absence d'une démocratie parlementaire, il suffit, pour leur répondre, de leur montrer la longue série des « Panamas », en commençant au besoin par l'Affaire elle-même — et elle n'a pas été la première — dont le nom est devenu un symbole, et en finissant par celle, toute fraîche, de la *Gazette du Franc* et par celle de l'ancien ministre Klotz. Si l'on veut nous prouver que la France constitue une exception, que, par exemple, les Etats-Unis ignorent la corruption politique, nous ferons tous nos efforts pour le croire... Mais revenons à notre sujet.

Les fonctionnaires qui se sont élevés au-dessus de la masse sont, en majorité, profondément conservateurs. Ils sont enclins à considérer que tout ce qui est indispensable à la félicité humaine a été réalisé. Ces éléments portent à l'Opposition une haine organique; ils l'accusent de suggérer aux masses, par ses critiques, le doute à leur endroit, de détruire la stabilité du régime et de menacer les conquêtes d'Octobre en agitant le spectre de la « révolution permanente ». Cette couche conservatrice, qui constitue le meilleur soutien de Staline dans sa lutte contre l'Opposition, tend à s'avancer beaucoup plus que Staline lui-même ou que le noyau fondamental de sa fraction, vers la droite, au-devant des nouveaux possédants. D'où le conflit actuel de Staline avec la droite. D'où la perspective pour le Parti d'une nouvelle « épuration », non seulement des « trotskystes », dont le nombre a grandi à la suite des expulsions et des exils, mais aussi des éléments les plus décomposés de la bureaucratie. La politique dualiste de Staline se déploie en une succession de zigzags dont la conséquence est un renforcement du flanc droit et du flanc gauche, au détriment de la fraction du centre qui gouverne.

Thermidor

Bien que la lutte contre les droites soit toujours à l'ordre du jour, l'ennemi essentiel de Staline n'en reste pas moins la gauche, comme précédemment. A l'heure actuelle, la chose (claire depuis longtemps pour l'Opposition) est d'une évidence criante.

Dès les premières semaines de la campagne contre la droite, dans une lettre adressée d'Alma-Ata aux camarades partageant mon point de vue, le 10 novembre dernier, je disais que la tactique de Staline réside en ceci : Au moment propice, « lorsque la droite sera suffisamment effrayée, tourner brusquement le feu contre l'aile gauche... La campagne contre la droite n'est que l'élan pris pour une nouvelle attaque brusquée contre la gauche. Celui qui n'a pas compris cela, n'a rien compris ». Ce pronostic s'est réalisé plus tôt et plus catégoriquement qu'on ne pouvait s'y attendre. Celui qui, pendant une révolution, glisse sans avoir rompu avec le vieux soutien social, est contraint de qualifier son glissement d'ascension, et de faire passer sa main droite pour sa main gauche. C'est précisément pour cette raison que les stalinistes qualifient l'Opposition de « contre-révolutionnaire » et font des efforts désespérés pour mettre dans le même sac leurs adversaires de droite et ceux de gauche. C'est à ces fins que doit s'appliquer désormais le mot « émigration ». Il existe, en effet, à l'heure actuelle, deux émigrations, l'une, débusquée par l'ascension des masses révolutionnaires, et une autre, qui devient l'indice du progrès des forces ennemies de la révolution. Lorsque l'Opposition, utilisant l'analogie existant avec la révolution

(1) Lettre publiée par *Contre le Courant* dans son numéro 27-28.

classique de la fin du XVIIIe siècle, parle de Thermidor, elle signale le danger survenant d'une lutte des staliniste contre la gauche (étant donné les phénomènes et les tendances indiqués ci-dessus) lutte susceptible de devenir le point de départ d'un changement camouflé de la nature sociale du pouvoir soviétique.

La question de Thermidor, qui joue un rôle si important dans la lutte entre l'Opposition et la fraction gouvernante, exige cependant des explications complémentaires.

L'ancien président du Conseil français, M. Herriot, a déclaré récemment que le régime soviétique, s'étant appuyé pendant dix ans sur la violence, se condamne lui-même de ce propre fait. Lors de sa visite à Moscou, en 1924, M. Herriot, pour autant que je l'ai compris alors, avait tenté de se faire une conception plus bienveillante — sinon plus précise — des Soviets. Mais cette période de dix ans révolue, il juge d'actualité de priver la Révolution d'Octobre de son crédit. Je dois avouer que je ne comprends pas très bien la politique radicale. Les révolutions n'ont encore signé à personne de traites à échéances fixes. Il a fallu dix ans à la grande Révolution française, non pas pour instituer une démocratie, mais pour amener le pays au bonapartisme. Il n'en reste pas moins indiscutable que si les Jacobins n'étaient pas venus à bout des Girondins et n'avaient pas montré au monde l'exemple du châtiment radical infligé à la vieille société, l'humanité toute entière serait aujourd'hui raccourcie d'une tête.

Pas davantage une révolution ne s'est produite sans comporter des conséquences pour toute l'humanité. Mais, en même temps, les révolutions n'ont pas conservé toutes les conquêtes qu'elles avaient faites, au cours de leur ascension la plus haute. Après qu'une classe, un parti, des individus ont fait la Révolution, une autre classe, un autre parti, d'autres individus commencent à en profiter. Seul un sycophante invétéré pourra nier l'importance historique universelle de la grande Révolution française, bien que la réaction qui lui succéda fut si violente qu'elle conduisit le pays à la restauration des Bourbons. Thermidor fut la première étape sur la voie de la réaction. Les nouveaux fonctionnaires, les nouveaux propriétaires voulaient se régaler en paix des fruits de la Révolution. Les vieux Jacobins irréductibles les gênaient. Les nouveaux propriétaires n'avaient pas encore eu l'audace de s'enrôler sous un drapeau à eux. Il leur fallait marcher sous l'égide des Jacobins eux-mêmes. Ils se trouvèrent des chefs provisoires, à visage de Jacobins de troisième ordre. En descendant le courant, ces derniers préparaient les voies à l'avènement de Bonaparte qui, avec ses baïonnettes et son code, renforça la nouvelle propriété.

Les éléments du processus thermidorien, qui, bien entendu, conserve intégralement son originalité, se retrouvent au pays des Soviets. Ils sont apparus clairement pendant ces dernières années. Ceux qui détiennent actuellement le pouvoir ont joué dans les événements décisifs de la première période révolutionnaire un rôle de second plan, ou bien ils ont été des adversaires déclarés de la Révolution et ne s'y sont ralliés qu'après la victoire. Ils servent maintenant — comme toujours et partout — de couverture à ces éléments et à ces groupes qui, tout en étant les ennemis du socialisme, sont trop faibles pour accomplir un coup d'Etat contre-révolutionnaire, et, pour cette raison même, tendent au glissement paisible sur les rails de la société bourgeoise, à « une descente, tous freins serrés », selon l'expression d'un de leurs idéologues.

Toutefois, ce serait une énorme faute que de considérer tous ces processus comme déjà réalisés. Pour le bonheur des uns, pour le malheur des autres, l'échéance est encore lointaine. L'analogie historique est une méthode séduisante et, par conséquent, dangereuse. Il serait trop superficiel de penser qu'il y a une loi cyclique particulière des révolutions, qui les oblige, en partant des Bourbons, à revenir aux Bourbons, après avoir franchi l'étape du bonapartisme. La marche particulière de chaque révolution se détermine par une combinaison particulière des forces nationales avec toute la situation internationale. Il n'en reste pas moins vrai que certains traits sont communs à toutes les révolutions, ce qui permet d'avoir recours aux analogies, et les exige même impérativement, si l'on veut s'appuyer sur les leçons du passé et ne pas recommencer éternellement l'Histoire par le commencement.

On pourrait expliquer par la sociologie pourquoi les *tendances* de Thermidor, du bonapartisme et de la Restauration existent en puissance dans toute révolution victorieuse digne de ce nom. Toute la question réside dans la force de ces tendances, dans leurs combinaisons, dans les conditions de leur développement. Quand nous parlons de la menace du bonapartisme, nous ne la croyons aucunement déterminée par une loi historique quelconque. Le sort futur de la Révolution sera fixé par la marche même de la lutte des forces vives de la Société. Un flux et un reflux se produiront encore, dont la durée dépendra, dans une mesure immense, des événements européens et mondiaux.

A une époque comme la nôtre, seul un groupement qui ne perçoit pas les raisons objectives de sa défaite et qui éprouve la sensation d'être un fétu de paille porté par un torrent, peut se trouver anéanti à jamais.

Si tant est qu'un fétu de paille éprouve des sensations...

VI. - La conversion des Soviets en démocratie parlementaire est-elle vraisemblable ?

« Si le pouvoir soviétique lutte avec des difficultés grandissantes; si la crise de direction de la dictature s'accentue de plus en plus; si le danger du bonapartisme n'est pas écarté, ne vaut-il pas mieux se mettre en route vers la démocratie ? » Cette question, ouverte ou sous-entendue, se pose dans une quantité d'articles consacrés aux derniers événements survenus dans la République des Soviets.

Je ne juge nullement ici de ce qui est mieux ou de ce qui n'est pas mieux. J'essaie de tirer au clair ce qui est *vraisemblable*, c'est-à-dire ce qui découle de la logique objective du développement. Et j'en arrive à cette déduction que rien n'est moins vraisemblable que la conversion des Soviets en démocratie parlementaire, ou, pour parler plus exactement, que cette conversion est absolument impossible.

De nombreux journaux m'expliquent aimablement et en termes très simples que mon exil est le résultat de l'absence de démocratie en Russie, et que, par conséquent, je ne dois pas « me plaindre ». Tout d'abord, je ne me suis plaint à personne; ensuite, il m'est arrivé plusieurs fois d'être exilé par des Etats démocratiques. Que les adversaires des Soviets considèrent actuellement la crise aiguë de direction en U. R. S. S. comme une circonstance inéluctable du régime de la dictature, dont j'ai, bien entendu, l'entière responsabilité, c'est dans l'ordre des choses. Dans le sens le plus général, c'est juste. Je ne me

prépare aucunement à renverser, à propos de mon exil, le déterminisme historique. Mais, si la crise de direction est sortie, non point par hasard, de la dictature, la dictature elle-même était sortie, également, non par hasard, de la brève démocratie qui avait remplacé le tsarisme, en mars 1917. Si la dictature est coupable des répressions et de tous les autres malheurs, alors, pourquoi la démocratie s'est-elle montrée impuissante à préserver le pays de la dictature et quels sont les titres prouvant, aujourd'hui, qu'elle se montrera capable de tenir à l'écart la dictature après lui avoir succédé ?

Pour exprimer plus clairement mon idée, je dois en écarter les limites géographiques et il sera suffisant de rappeler certaines tendances du développement politique de l'Europe depuis la guerre, qui a été, non pas un épisode, mais le sanglant prologue de la nouvelle époque. Presque tous les dirigeants de la guerre sont encore vivants. Pour la plupart, ils ont dit, en son temps, que c'était la dernière guerre, et, qu'après elle, se serait l'avènement du règne de la démocratie et de la paix. Certains croyaient à ce qu'ils disaient; maintenant, pas un seul d'entre eux ne s'aventurerait à prononcer ces paroles. Pourquoi? Parce que la guerre nous a conduits à une époque de grandes tensions, de grandes luttes, avec la perspective de nouvelles grandes guerres. Sur les rails de la domination universelle, à l'heure actuelle, se précipitent, l'un vers l'autre, des trains puissants. On ne peut mesurer notre époque à l'aune du XIX[e] siècle qui fut le siècle de l'extension de la démocratie par excellence. Le XX[e] siècle, sous de nombreux rapports, se distinguera davantage du dix-neuvième que toute l'histoire moderne ne se distingue du moyen âge.

Dans un journal de Vienne, M. Herriot a récemment énuméré les signe de régression de la démocratie devant la dictature. Après l'instauration du pouvoir révolutionnaire en Russie et l'échec des mouvements, révolutionnaires dans toute une série d'autres pays, nous avons été témoins de l'établissement de la dictature fasciste dans toute l'Europe méridionale et orientale. Comment expliquer cette extinction des feux des autels de la démocratie? On dit quelquefois que nous avons, dans ce cas, affaire à des nations arriérées ou manquant de maturité. C'est tout juste une explication bonne pour l'Italie. Mais, même dans les cas où cette explication est juste, elle n'éclaircit rien. Au dix-neuvième siècle, on considérait comme une loi que les pays arriérés gravissent les degrés de la démocratie. Pourquoi donc le vingtième siècle les pousse-t-il dans la voie de la dictature ? Nous pensons que l'explication ressort des faits eux-mêmes. Les institutions démocratiques montrent qu'elles ne supportent pas la pression des contradictions contemporaines, tantôt internationales, tantôt intérieures, le plus souvent internationales et intérieures à la fois. Est-ce bien ? est-ce mal ? En tout cas, c'est un fait.

Par analogie avec l'électro-technique, la démocratie peut être définie comme un système de commutateurs et d'isolants contre les courants trop forts de la lutte nationale ou sociale. Pas une époque dans l'histoire humaine qui ne soit saturée d'antagonismes comme l'est la nôtre. Une hyper-tension du courant se fait de plus en plus sentir en différents points du réseau européen. Sous une trop haute tension des contradictions de classes et internationales, les commutateurs de la démocratie fondent ou volent en éclats. Tels sont les courts-circuits de la dictature. Les interrupteurs les plus faibles se rendent évidemment les premiers. Mais la force des contradictions intérieures et mondiales ne diminue pas, elle augmente. On pourrait difficilement se tranquilliser en constatant que le processus ne s'est emparé que de la périphérie du monde capitaliste. La goutte commence par le petit doigt de la main ou par le gros orteil du pied, mais, une fois en route, elle va jusqu'au cœur.

Toutefois, quelle que soit la façon dont se présente mon sujet pour les pays de grand capitalisme et de vieille démocratie — cette question n'entre pas dans le champ de nos observations — ce qui vient d'être dit jette, à notre avis, une lumière suffisante sur le problème posé en tête de cet article. Quand on oppose la démocratie aux Soviets, on a en vue un système parlementaire particulier, et l'on oublie un autre côté — du reste essentiel — de la question, à savoir que la Révolution d'Octobre 1917 s'est révélée comme la plus grande révolution démocratique de l'histoire humaine. La confiscation de la propriété foncière, l'entière liquidation des distinctions et des privilèges de classe, la destruction de l'appareil bureaucratique et militaire tsariste ; l'introduction d'un égalitarisme national et du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, voilà un travail essentiellement démocratique auquel la Révolution de Mars a à peine touché, le laissant, dans sa presque totalité, en héritage au coup d'Etat d'Octobre. Seule, l'inconsistance de la coalition libérale-socialiste a rendu possible la dictature soviétique, basée sur l'union des ouvriers, des paysans et des nationalités opprimées. Les mêmes raisons qui ont empêché notre démocratie faible et arriérée d'accomplir sa tâche historique, ne lui permettront pas, même dans l'avenir, de se placer à la tête du pays, car, en ces derniers temps, les problèmes et les difficultés sont devenus plus grands et la démocratie plus petite.

Le système soviétique n'est pas une simple forme de gouvernement qu'on pourrait comparer abstraitement avec la forme parlementaire. C'est, avant tout, un nouveau système des rapports possessifs. Il y est essentiellement question de la propriété, de la terre, des banques, des mines, des usines et des chemins de fer. Les masses laborieuses se rappellent très bien ce qu'était le seigneur, le propriétaire foncier, l'usurier, le capitaliste, le patron, en Russie tsariste. Dans les masses existe, incontestablement, le mécontentement le plus légitime contre la situation actuelle dans l'Etat des Soviets. Mais la masse ne veut ni du propriétaire foncier, ni du fonctionnaire, ni du patron.

Il ne faut pas oublier « ces broutilles » en s'enivrant de lieux communs sur la démocratie. Contre le retour du propriétaire foncier, le paysan, aujourd'hui comme il y a dix ans, luttera jusqu'à sa dernière goutte de sang. Le propriétaire ne pourra revenir de l'émigration dans son fief qu'à cheval sur un canon, au reste, il serait obligé par la suite de dormir aussi sur son canon. A vrai dire, le paysan tolèrerait bien plus facilement le retour du capitalisme, car l'industrie d'Etat ne fournit jusqu'à présent au paysan des produits manufacturés qu'à des conditions moins avantageuses que celles du marchand d'autrefois. C'est là, nous le remarquons en passant, qu'est le début de toutes les difficultés intérieures. Mais le paysan se rappelle que le propriétaire et le capitaliste étaient les deux frères siamois de l'ancien régime, qu'ensemble, ils sont partis, qu'ensemble ils ont lutté contre les Soviets dans les années de guerre civile, que, dans les territoires occupés par les blancs, l'industriel a recouvré sa fabrique, et le propriétaire sa terre. Le paysan comprend que le capitaliste ne reviendra pas seul, mais en compagnie du propriétaire. C'est pourquoi il ne veut ni de l'un ni de l'autre : c'est la raison puissante, quoique négative, de la force du régime soviétique.

Il faut appeler les choses par leur nom. Il n'est point question de l'introduction d'une démocratie incorporelle, mais du retour de la Russie dans la voie du capitalisme. Mais quelle serait la seconde édition du capitalisme russe ? Pendant ces quinze dernières années, l'image du monde s'est profondément transformée. Les forts sont devenus infiniment plus forts, les faibles sont devenus incomparablement plus faibles. La lutte pour la suprématie mondiale a pris des proportions gigantesques. Les étapes de cette lutte se sont déroulées sur les os des nations faibles et arriérées. La Russie capitaliste ne pourrait, à l'heure actuelle, occuper dans le système mondial même la situation de troisième plan à laquelle la Russie tsariste avait été prédestinée par la marche de la dernière guerre. Le capitalisme russe serait maintenant un capitalisme de servage, un capitalisme à demi colonisé, sans avenir. La Russie numéro deux occuperait aujourd'hui une place, quelque part, entre la Russie numéro un et l'Inde. Le système soviétique de l'industrie nationalisée et du monopole du commerce extérieur, malgré toutes ses contradictions et ses difficultés, est un système de protection pour l'indépendance de la culture et de l'économie du pays. Cela a été compris par les nombreux démocrates eux-mêmes qui ont été attirés du côté du gouvernement soviétique, non par le socialisme, mais par un patriotisme qui s'était assimilé les leçons élémentaires de l'histoire. C'est à cette catégorie qu'appartiennent les nombreuses forces techniques des intellectuels de l'intérieur et la nouvelle école des écrivains qu'à défaut d'une dénomination plus convenable, j'ai appelés autrefois « popouttchiki « (1).

Une poignée de doctrinaires impuissants auraient désiré une démocratie sans capitalisme. Mais les forces sociales sérieuses, ennemies du régime soviétique, veulent un capitalisme sans démocratie. Cela s'applique non seulement aux propriétaires expropriés, mais aussi à la classe paysanne aisée. Pour autant que celle-ci se soit retournée contre la révolution, elle est toujours devenue l'appui du bonapartisme. La puissance soviétique est apparue comme le résultat de grandes contradictions d'ordre international ou intérieur. Il est sans espoir de penser que les commutateurs démocratiques du type libéral ou socialiste peuvent soutenir ces contradictions, amenées pendant ce dernier quart de siècle à leur plus haute tension; ils peuvent « régulariser » leur soif de revanche et de restauration du côté des classes renversées, se traînant en une chaîne, où l'industriel et le commerçant se cramponnent au « koulak », le propriétaire foncier au commerçant, où la monarchie va à leur remorque, et les créanciers étrangers marchent pour l'instant en queue, pour occuper, en cas de victoire, la première place dans le pays.

Napoléon avait exactement saisi la dynamique de l'époque révolutionnaire et ses points saillants, quand il a dit que l'Europe serait républicaine ou cosaque. A l'heure actuelle, on peut dire avec beaucoup plus de justesse : la Russie sera soviétique ou elle sera bonapartiste.

Ce qui vient d'être dit prouve que je suis loin de me préparer à affirmer qu'il existerait certaines garanties absolues de stabilité dans le pouvoir soviétique. Si nous pensions cela, la lutte que l'Opposition mène contre le danger du bonapartisme n'aurait pas de sens. Je suis encore moins porté à affirmer que la solidité sociale du système soviétique ne dépendrait pas de cette politique concrète que mène le gouvernement actuel. L'acuité de notre lutte intérieure montre précisément combien nous considérons comme dangereuse la marche en zigzags de Staline. Cet élément même de notre lutte prouve combien nous sommes loin d'un soi-disant pessimisme. Nous procédons de la conviction des grandes ressources et des réserves du système soviétique. La marche de l'Opposition ne mène pas à l'effondrement du pouvoir soviétique, mais à son renforcement et à son développement.

On pourrait formuler ces déductions en de brèves thèses.

1° Le régime soviétique, indépendamment de ses buts socialistes dont l'avant-garde du prolétariat industriel est la protagoniste, a de profondes racines historiques et sociales dans les masses populaires, car il est une assurance contre la restauration et une garantie de développement indépendant, c'est-à-dire non colonialisé.

2° La lutte fondamentale, historique, contre l'Union des Soviets, ainsi que la lutte intérieure contre la puissance communiste se mènent non pas au nom de la conversion de la dictature en démocratie, mais au nom de la conversion du régime économique transitoire d'aujourd'hui en un régime capitaliste inévitablement dépendant et colonialisé.

3° Dans ces conditions, l'aiguillage sur les rails capitalistes ne pourrait être obtenu qu'au moyen d'une guerre civile, cruelle et prolongée, comportant une intervention extérieure, avouée ou camouflée.

4° La forme politique d'un semblable coup d'Etat pourrait être seulement une dictature militaire, variété actuelle du bonapartisme. Mais dans une dictature contre-révolutionnaire serait tendu, dès le début, le ressort d'un nouveau coup d'Etat d'Octobre.

5° La lutte de l'Opposition se déploie dans son intégralité sur le terrain soviétique, et apparaît comme la suite directe et le développement de la ligne fondamentale du bolchevisme. L'étape actuelle de cette lutte est non pas décisive, mais, pour ainsi dire « conjoncturale ».

6° Le développement futur du système soviétique, et par conséquent le sort même de l'Opposition dépendent non seulement de facteurs d'ordre intérieur, mais aussi, pour une large part de l'évolution ultérieure de toutes les circonstances mondiales. Quelle direction prendra l'évolution du monde capitaliste ? Comment les plus forts Etats qui ont besoin d'expansion se placeront-ils sur le marché mondial? Comment se combineront dans les prochaines années les relations réciproques des états européens, et, ce qui est incontestablement plus important, les relations des Etats-Unis avec l'Europe, et, avant tout, avec la Grande-Bretagne?

Il y a un grand nombre de prophètes qui, sans avoir réfléchi, résolvent la question du sort de la République soviétique, mais gardent le silence sur les destinées immédiates de l'Europe capitaliste. Cependant, ces questions sont, quoique de façon antagoniste, indissolublement liées l'une à l'autre.

Léon TROTSKY.

Constantinople, 25 février 1929.

(1) Ceux qui suivent le même chemin. — Les compagnons de route.

UN ATTENTAT CONTRE L'INDÉPENDANCE SYNDICALE

L'exclusion de Maurice Gautier

Maurice Gautier, ancien secrétaire de l'Union des syndicats unitaires de Seine-Inférieure, ancien député communiste du même département, vient d'être exclu du Parti communiste.

Pour quelles raisons ?

Tout simplement pour avoir exprimé son opinion au cours d'une assemblée générale de son syndicat corporatif, le Syndicat des cheminots de Sotteville.

C'est toute une histoire qui mérite d'être contée.

Le Congrès de l'Union locale des Syndicats unitaires de Rouen

Le bureau de l'Union locale des Syndicats unitaires de Rouen est composé de militants qui appartiennent à la minorité de la C. G. T. U.; le secrétaire de l'Union est notre camarade Victor Engler, qui est en même temps secrétaire de la Fédération Unitaire des Ports et Docks.

Les dirigeants communistes de Seine-Inférieure et la direction de la C. G. T. U. mènent en complet accord (c'est touchant!) une lutte acharnée pour nous enlever la direction de l'Union locale, dont un des plus grands crimes est sans aucun doute d'avoir, en 1928, placé 12.000 timbres confédéraux de plus qu'en 1927. Au récent congrès du Parti communiste Monmousseau, secrétaire de la C. G. T. U., a déclaré que l'on aurait dû, lors des mouvements de grève que nous avons menés, nous traiter absolument comme de vulgaires « traîtres réformistes ».

A l'occasion de la nomination du bureau de l'Union, qui devait avoir lieu le samedi 23 mars, les forces communistes avaient été mobilisées. Les procédés les plus bas avaient été mis en œuvre pour nous démolir. On aura une idée de la mentalité et de l'action de nos adversaires par le document suivant, qui porte la signature du camarade Jolly, secrétaire du Syndicat unitaire des marins de Rouen.

Le jeudi 21 mars, écrit Jolly, j'étais convoqué pour 8 heures 30 du soir à la fraction des délégués de l'Union locale, Maison du Peuple, 16, rue Damiette. Mes occupations m'empêchèrent. Le lendemain je suis allé à la Maison du Peuple, et Odette Brière m'informe que j'avais ordre de voter contre le rapport moral de l'Union locale.

Je fis observer que cela n'était guère possible, car Engler s'était beaucoup dépensé pour les marins et avait conquis chez ces derniers une grosse influence.

Alors elle me déclara : « Dans ces conditions, tu t'abstiendras. »

J'ai longuement réfléchi. Rapprochant cet ordre d'un fait antérieur, je me suis décidé à en informer Engler.

En effet, quelque temps avant, dînant en sa compagnie avec Gautier (des Métaux du Havre), Guérin, des Ports de Bretagne, chez B..., rue Damiette, nous sommes venus à parler d'Engler, qui, à cette époque, était gravement malade, dans le délire, Odette Brière poussa cette exclamation : « AH! S'IL POUVAIT CREVER ! »

J'ai constaté que la haine dominait la raison, que le travail ne comptait pas, car nous ne pouvons pas oublier que si le syndicat confédéré des marins est disparu c'est à Engler que nous devons d'avoir conquis Millox, si les « travailleurs de la mer » sont disparus, si le syndicat des marins unitaires a vécu et prend maintenant sur le port de Rouen une place prépondérante, Engler y a contribué pour une large part.

Pour toute réponse, Engler m'a répondu : « Merci, je souhaite à mes adversaires, quels qu'ils soient, une longue vie, et je te propose d'entrer au Bureau de l'Union en remplacement du camarade Favreau, des Cheminots de Sotteville.

J'ai accepté.

Dans la *Vie Ouvrière* et dans *l'Humanité*, les dirigeants de la C. G. T. U. ont accusé les militants de l'Union locale de Rouen d'avoir créé à la veille du congrès des syndicats destinés à leur assurer la majorité; au C. C. N., puis dans une lettre rectificative que *l'Humanité*, conformément à ses habitudes n'a jamais publiée, Engler a mis au point cette accusation en demandant s'il avait nui à la C. G. T. U. en organisant de façon sérieuse des travailleurs jusqu'ici en dehors des syndicats. Par contre, les dirigeants confédéraux n'ont pas eu une parole de blâme pour les manœuvres de leurs amis du genre de celle qui est relatée ci-dessus, ou encore pour la constitution par leurs soins de deux syndicats nouveaux, ceux-là vraiment créés de toutes pièces en vue du congrès.

La grande colère des dirigeants de la C. G. T. U. est venue de ce que nous avons obtenu, en dépit de toutes les manœuvres, 21 voix contre 16, 1 voix « contre » réservée, et deux abstentions. Ce n'était pas encore cette fois-ci que l'on allait « avoir » les militants de Rouen.

Le vote des cheminots de Sotteville

Des deux syndicats portés comme s'étant abstenus l'un est le syndicat des cheminots de Sotteville classé parmi les abstentionnistes à la suite des faits suivants :

Réuni le 20 mars pour discuter le rapport moral de l'Union, le conseil syndical des cheminots de Sotteville se prononça ainsi : cinq voix contre le rapport, trois pour et deux abstentions. — Pourquoi deux abstentions? Parce que deux camarades avaient été émus par deux affirmations des communistes, la première : « Personne ne peut accorder sa confiance à un bureau qui a à sa tête Engler, car il place l'argent du syndicat à son nom (1); la seconde : « De plus à la grève du Port, Engler ne voulait pas sortir d'argent de la caisse et ce fut la C. G. T. U. qui fut obligée de soutenir les grévistes. »

Deux affirmations, deux grossiers mensonges qu'Engler démontra sans peine aux deux camarades abstentionnistes qui étaient venus le trouver le 22 mars. Ces camarades rectifièrent aussitôt leur vote par la déclaration que voici :

Camarade Secrétaire des Cheminots de Sotteville,
Camarade,

Ayant eu la preuve matérielle que nous avons été trompés, sur la déclaration du camarade Fouache que l'argent des ouvriers du port était placé sous le nom du camarade Engler, nous rectifions notre vote et déclarons voter la confiance au Bureau de l'Union des Syndicats ouvriers.

De plus, à la grève du port, la caisse du port est entrée pour la distribution des secours le premier jour de la distribution en vivres et en même temps que les premiers 10.000 francs versés en espèces par le vaillant syndicat des dockers de Dunkerque.

La C. G. T. U., par le canal de l'Union régionale à laquelle nous n'avons jamais rien reproché, est entrée dans le versement de secours lorsque la caisse du Syndicat fut littéralement épuisée (76.108 fr.), contrairement aux déclarations du camarade Daniel.

Ces deux motifs nous incitent à ne plus nous abstenir et à voter POUR ce qui rétablit le vote à 5 voix contre 5.

En conséquence, nous te prions d'en informer le délégué à toutes fins utiles.

Suivent les deux signatures.

---

(1) Grossière calomnie qui fit son chemin jusque chez les dockers de Bordeaux par les soins de Leboursier et de Constant.

La plus élémentaire honnêteté commandait au délégué du Syndicat des cheminots de Sotteville à l'Union locale, de s'abstenir dans le vote. La stupéfaction des militants fut grande d'entendre ce délégué déclarer au moment du vote : « *Je n'ai pas pris la parole tout à l'heure à la lecture de la lettre des deux camarades, mais je la prends maintenant et je déclare que je ne reconnais pas la rectification de vote et je voterai contre le rapport moral.* » Devant tant de cynisme, le bureau de l'Union décida de ne pas accepter ce vote et classa les cheminots de Sotteville parmi les abstentions. La leçon avait porté, le délégué se tut. L'Union locale porta ces faits à la connaissance des cheminots de Sotteville au moyen d'un tract. Emu par ce tract, le bureau du syndicat organisa une assemblée générale pour le 10 avril où Engler fut convoqué par lettre recommandée afin de s'expliquer, — afin de le faire écraser par les cheminots, espérait-on.

La réunion du 10 Avril

Etaient présents d'une part : Engler, qui devait s'expliquer sur le tract de l'Union locale; d'autre part, Caruel, Midol et Monmousseau venus à trois pour « exécuter Engler » devant les cheminots. Sur la demande de plusieurs sections de cheminots, Rambaud assistait également à la réunion.

Engler s'explique sur les griefs apportés par le bureau des cheminots, sur le vote des cheminots à l'Union locale, sur le tract distribué aux cheminots; il apporte les preuves irréfutables des calomnies déversées sur son compte.

Midol répond piteusement à la question posée par Engler, à savoir quelle sera l'attitude des cheminots le 1er Mai, les dockers étant disposés à leur prêter la main pour l'action.

Monmousseau, par de grandes phrases, essaie de prouver qu'Engler est un scissionniste, un réformiste, etc.

Caruel se tait suivant son habitude : muet devant les copains, comme les petits chiens il gueule de loin. Quant à Rambaud, il reste en dehors des questions de tendance.

Après les explications fournies par Engler, la section des agents de trains demande que pour une question aussi sérieuse, un référendum ait lieu, étant donné que par suite de leur service beaucoup de cheminots ne peuvent pas assister aux réunions. Mis aux voix, le référendum est repoussé.

Le bureau du syndicat propose un ordre du jour condamnant Engler et faisant confiance au bureau, à la C. G. T. U. et à l'I. S. R.

C'est alors que Maurice Gautier, membre du syndicat, et qui depuis sa non-réélection a repris son poste de cheminot, demande la parole.

Il déclare que devant les explications d'Engler, les preuves ayant été fournies des calomnies lancées contre lui, devant le travail et l'action du bureau de l'Union, il accorde toute sa confiance à ce bureau et à Engler en particulier qu'il considère comme un bon militant et un honnête homme; Gautier ajoute qu'il ne votera pas l'ordre du jour et demande aux cheminots de ne pas le voter.

Douche formidable pour Caruel, Midol, Monmousseau et le bureau du syndicat.

Au vote, l'ordre du jour recueille un peu plus de la moitié de la salle, soit environ 280 voix sur 500 présents.

Mais ce qui compte c'est la répercussion qu'aura cette réunion parmi les cheminots, surtout qu'elle a été suivie de près par l'exclusion du Parti de Maurice Gautier, coupable d'avoir obéi à sa conscience de militant.

Les cheminots seront vite éclairés sur les méthodes employées pour diminuer l'influence des camarades de la minorité ; du reste, Monmousseau a été pris quatre fois en flagrant délit de mensonge au cours de la réunion.

Les suites de cette réunion indiqueront complètement aux cheminots comment le bureau de leur syndicat conçoit l'indépendance du syndicalisme. Les mêmes hommes qui composent le bureau des cheminots et qui sont en même temps membres du rayon communiste de Sotteville, condamnent l'attitude de Maurice Gautier, lui retirent leur confiance, lui ordonnent de ne pas siéger au Conseil général, le jugent désormais indigne de se présenter aux élections municipales et finalement l'excluent du Parti, tout cela pour « avoir commis un acte dirigé contre le Parti » dans une assemblée générale de son syndicat.

Un syndiqué n'a donc pas le droit d'apporter son point de vue dans son syndicat sans l'assentiment du Parti; s'il le fait, il subit les foudres du Parti. Voilà une preuve de plus que le Parti veut dominer et diriger les syndicats. Cela les cheminots l'ont compris; ils commentent ces faits et se prononcent en grand nombre pour Maurice Gautier.

Double fait : Engler est dans la minorité confédérale, il faut, par tous les moyens et coûte que coûte, le démolir, puisqu'il ne veut pas « crever »; n'ayant rien à lui reprocher sur son travail syndical, les membres du Parti le calomnient, jetant la suspicion sur son honnêteté et sa probité. Engler fournit les preuves des calomnies; M. Gautier le défend dans une assemblée générale des cheminots, alors à son tour il est condamné, il est exclu par sa cellule pour avoir osé défendre Engler.

Des « succès » pour le Parti

Mis en demeure par le Parti de ne pas siéger au Conseil général, Maurice Gautier ne capitule pas. Il siège. D'autre part, les camarades composant la liste communiste pour les élections municipales à Oissel sont solidaires de Gautier et décident de se présenter en dehors du Parti avec l'étiquette de « Liste communiste indépendante ». Une souscription est ouverte pour couvrir les frais de la campagne, elle reçoit le meilleur accueil auprès des ouvriers à Oissel, à Sotteville et à Rouen.

Et comme l'on a prétendu faire écraser Engler par les cheminots de Sotteville, le Parti Communiste a voulu faire écraser Maurice Gautier par les ouvriers au cours de trois réunion publiques organisées le 24 avril, à Sotteville, à Saint-Etienne-du-Rouvray et à Oissel. Pierre Semard, secrétaire général du Parti, s'était dérangé en personne.

Or, partout le Parti a reçu la fessée. A Sotteville, 79 voix contre Gautier, le reste pour lui sur plus de 800 auditeurs; à Saint-Etienne, 30 voix contre Gautier sur 400 auditeurs; à Oissel, une voix seulement pour le Parti sur 800 auditeurs.

Voilà des « succès » dont *l'Humanité* ne se pressera pas d'informer ses lecteurs.

⁂

L'expérience est là. Les chefs orthodoxes ne feront plus avaler aussi facilement leurs bêtises aux travailleurs, qui s'opposeront de plus en plus à la besogne de désagrégation du mouvement syndical menée par le Parti communiste et la direction de la C. G. T. U., et garderont leur confiance aux militants qui vivent parmi eux et qu'ils voient tous les jours à l'œuvre.

Germaine GOUJON.

Le délit d'opinion dans le Parti Communiste

Là-bas, on déporte ! Ici, on exclut !

Un militant actif du Parti Communiste, le camarade Buren, secrétaire du Comité Départemental de la Côte-d'Or, vient d'être exclu dans des conditions qui méritent d'être relatées et dont le récit montrera combien les procédés de la direction du Parti Communiste s'apparentent avec ceux du gouvernement de Staline.

PAS DE DISCUSSION A AUCUN PRIX

Buren fit son devoir de militant en exprimant à la fin d'une Conférence départementale du Parti, sa solidarité avec Trotsky et les bolcheviks déportés en Sibérie. Aussitôt il fut mis en demeure de se renier par une lettre impérative du Bureau régional qui s'exprimait ainsi :

Nous avons le devoir de t'avertir, en raison même de la déclaration officielle à la Conférence, que si tu ne te désolidarises pas officiellement (ta réponse dans ce cas, paraîtra dans la presse) avec les méthodes et les plateformes de lutte employées par les trotskystes (campagne de diffamation contre l'I. C., travail fractionnel, etc...), le bureau régional, en accord avec l'esprit de la résolution votée au VIe Congrès mondial, prononcerait ton exclusion du Parti Communiste français.

Buren répondit qu'étant délégué à une conférence régionale devant se réunir peu après il s'expliquerait sur le fond de ses désaccords devant cette conférence. S'expliquer, discuter devant l'Assemblée des militants régionaux, ce qui aurait dû être, semble-t-il, la méthode normale, cela n'était pas du goût du secrétariat régional qui, pour toute réponse, décida lui-même — on pourrait écrire : décréta — l'exclusion de Buren du Parti. En effet, le secrétaire régional écrivit à Buren : « *Devant l'absence de réponse de ta part quant au fond de la question posée dans notre lettre du 23 février, nous sommes en droit de penser que tu persistes à maintenir ta déclaration et en conséquence, le secrétariat de la région troyenne prononce ton exclusion pendant un an du P. C. F...* »

A cette lettre, Buren répondit : « *Je proteste énergiquement contre l'arbitraire de cette décision prise sans que j'aie eu la possibilité de m'expliquer sur mes désaccords; mandaté par la Conférence départementale de la Côte-d'Or, j'entends accomplir ma tâche jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la Conférence régionale devant laquelle je m'expliquerai...* »

Il ne fallait pas que Buren puisse s'expliquer. Il ne fallait même pas qu'il puisse reprendre contact avec le Comité départemental dont il était le secrétaire. Le Moullec, secrétaire régional, s'entendit avec Langumier, secrétaire de l'Union régionale unitaire, pour éviter que Buren assiste à la réunion du Comité départemental qui devait ratifier la décision du secrétariat régional. Et l'accès de la salle où se tenait la réunion fut interdit à Buren !

Au vote, deux motions s'opposèrent, l'une demandant que Buren soit entendu avant ratification de son exclusion — elle obtint 4 voix contre 8 —, l'autre ratifiant purement et simplement la décision du secrétariat régional, — qui obtint 7 voix. Il y eut 5 abstentions au vote de la deuxième motion. Avant le vote, l'unanimité s'était faite pour reconnaître que pendant les six mois qu'il avait passés au secrétariat, Buren avait dépensé une activité considérable dans tous les domaines.

DE DIGNES MEMBRES DU PARTI

Deux des assistants à la réunion étaient pour l'exclusion immédiate de Buren. L'un, Maury, fut secrétaire régional du Parti, de juin à novembre 1928, mais il dut abandonner son poste après quelques manœuvres malpropres de diffamation contre Marcel Cuny, le secrétaire de l'Union régionale unitaire de Troyes, manœuvres qui lui valurent un blâme sévère de la Conférence régionale. On pensa alors qu'il allait reprendre le boulot. Allons donc ! A la même époque, Monnier quittait, pour désaccord personnel, son poste de secrétaire de l'Union régionale unitaire de Besançon. Langumier sauta sur l'occasion pour faire rattacher cette Union à celle de Dijon, avec deux postes appointés, dont l'un fut justement attribué à Maury. Mais voilà que ce dernier vient d'être exclu par son ancienne cellule, la cellule de Sens, pour des questions financières et, paraît-il, aussi pour quelques questions de moralité. Obligé de s'expliquer sur ce fait, Maury a joué le jeu très malin d'approuver à fond l'exclusion de Buren s'assurant ainsi l'appui du bureau régional contre sa propre cellule, ceci dans le but de garder son poste appointé à l'Union régionale unitaire.

Le second partisan de l'exclusion immédiate de Buren, Leblanc, est un gros cultivateur des environs de Dijon, mauvais patron accompli que ses ouvriers traînent souvent en règlement de compte devant le Juge de paix d'Is-sur-Tille et dont la cellule d'Is, composée en majeure partie de cheminots, n'a jamais voulu.

Parmi les autres membres qui ont voté l'exclusion de Buren, il en est un qui, convoqué en Commission de contrôle pour sa gestion de la trésorerie des Jeunesses, avait répondu à un membre de la Commission « qu'il ne pouvait pas lui donner de plus amples détails ayant arraché deux pages à son cahier de comptabilité. » Les quatre autres ont voté la résolution, après que l'un d'eux ait demandé qu'on dise franchement si, oui ou non, le trotskysme était un mouvement contre-révolutionnaire. La réponse affirmative du secrétaire régional leur a suffi pour ratifier l'exclusion.

LE PARTI COMMUNISTE N'EST PLUS L'ARME DU PROLETARIAT

Ce petit tableau nous montre que, quoi qu'on en dise, les procédés de direction du Parti Communiste n'ont pas changé depuis l'époque déjà lointaine où la plupart d'entre nous en furent exclus. Le Parti Communiste, c'est avant tout une bureaucratie aux ordres de qui tient la caisse, à Moscou; la bureaucratie ne peut tolérer que des approbateurs constants, des flagorneurs et des suiveurs, — elle ne peut même plus admettre les « silencieux »; que des camarades comme Buren soient chassés par elle, c'est dans la logique des choses.

Une masse de bons camarades restent quand même attachés à ce Parti parce qu'ils pensent qu'il n'en est pas moins la seule arme du prolétariat : c'est de plus en plus une grande erreur; le Parti Communiste se conduit en toutes circonstances comme un saboteur du mouvement ouvrier, sacrifiant les intérêts du prolétariat à ses propres intérêts, n'hésitant pas à démolir le travail pratique de ses militants pour maintenir la domination de ses bureaucrates, pour approuver l'emprisonnement, la déportation et l'exil des combattants d'Octobre 1917 pendant que Staline indemnise en toute tranquillité les capitalistes expropriés par la Révolution russe.

Quand les bureaucrates communistes frappent dans des conditions aussi révoltantes des militants comme Buren, ils leur montrent clairement que le chemin de l'émancipation ouvrière n'est pas celui du Parti Communiste. C'est en dehors de ce Parti que les travailleurs le trouveront. — M. CH.

ENTRE NOUS

Nos amis ne trouveront pas à ce numéro la physionomie habituelle. Nous n'avons pas cru pouvoir couper en deux la série d'articles de Trosky; et nous avons sacrifié les rubriques... jusqu'au prochain numéro.

Les articles de Trotsky sont d'un intérêt exceptionnel. On en parlera certainement beaucoup. Nous devons faire en sorte qu'on en parle dans tous les milieux ouvriers. Par ce numéro, nous devrions toucher les militants de toutes les tendances.

Afin de permettre la diffusion, nous avons fait tirer un plus grand nombre d'exemplaires que de coutume. Aussi nous pouvons servir, notamment, tous les « possibles » que nos amis nous enverront d'ici le 15 mai. De même, nous pouvons expédier des exemplaires à ceux de nos camarades qui voudront les vendre à la Maison du Peuple ou à la Bourse, à l'assemblée syndicale ou au meeting. Nous demandons à tous nos amis de faire, de leur côté, un effort exceptionnel de propagande.

***

Nous sommes obligés de renvoyer au prochain numéro les nouvelles et les renseignements de la quinzaine.

Le Gérant : M. CHAMBELLAND.  Impr. « LABOR », 8, Bd de Vaugirard, Paris (15e)